

fidèle Griotteray en savent quelque chose, car ce n'est pas un effet du hasard si la plupart des scandales trouvent avec obstination leur source dans l'ancre giscardienne de la rue de Rivoli. Les vellétés, qu'ils manifestent de porter atteinte à l'honnêteté et à la réputation des dignitaires UDR les plus éminents et à leurs hommes de main, culminent en février 72 avec leur attaque contre Chaban que le régime lâchera quelques mois plus tard. Leur première page est sous le signe des impôts non payés du premier ministre. Ils lancent un fantomatique « comité d'indignation nationale » qui ne verra le jour que sur le papier. C'est également pour ON une nouvelle occasion de faire preuve de sa débilité politique. Il ne la laisse pas passer. Son Bureau National mobilise ses militants pour « un mois d'action » : dans cette période, « sera recrée l'alliance presse-parti, qui permit, en 1934, de lancer une formidable action populaire, qui manqua de très peu de balayer définitivement la République de Stavisky » (ON, No 8, p. 8).

Depuis septembre, à l'unisson, les commentateurs bourgeois affirment doctement que le « gauchisme » est en pleine décomposition. ON, sans rire, leur emboîte le pas, en rajoute même et le déclare carrément enterré, lui qui, tous les dimanches, passe son temps à fuir de marché en marché pour éviter les coups que portent ces « fantomatiques » révolutionnaires à ses nerfis. Puis, à la surprise générale, coup sur coup, en février et mars, ils réapparaissent massivement sur la scène politique, démentant les hypothèses les plus élaborées. C'est d'abord l'affaire Guiot qui mobilise plus de 20.000 lycéens contre l'arbitraire du pouvoir et de ses flics. Mais c'est surtout l'assassinat d'Overney par Jean Antoine Tramoni, un ancien adjudant, membre de la « volante », la police privée de Dreyfus, le PDG de Renault. Devant ce crime des milices patronales, la riposte est la plus massive qui ait eu lieu depuis Mai 68. C'est 200.000 personnes qui accompagnent le corps de notre camarade maoïste. Pour le pouvoir et ses sbires, c'est une gifle retentissante.

Profitant de ces événements et de leurs répercussions, la place Beauveau juge opportun de rappeler à ON qu'il est là pour remplir une certaine tâche et que ma foi il ferait bien de s'en acquitter. A titre d'avertissement, la manifestation prévue pour le 1er mars est interdite, les affiches qui y appellent sont systématiquement arrachées par les forces de l'ordre. Malgré tout, les pantins rechignent. Alors, de nouveau, comme pour le 13 mai 1971, deux fonctionnaires de l'Intérieur sonnent rue des Lombards. Ils menacent et ON signe tout ce qu'ils lui présentent. Les guignols reviennent sur leur appel du 1er mars. Pour affirmer leur indépendance vis-à-vis d'un pouvoir qui les tient bien par une courte longe, ce groupuscule imbécile retient quelques heures les deux agents de Marcellin. Ça ne coûte pas cher et ça donne bonne conscience. Ce caprice de gosse n'est qu'un dernier baroud destiné à faire avaler la pilule auprès de leurs propres militants, mais personne n'est dupe. Le 1er mars 72, comme le 13 mai 71, ils tenteront de manifester, mais en vain. En guise de compensation et pour les récompenser de leurs loyaux services, ils ont la permission de tenir un meeting, le 22 mars, à la Mutualité. Son thème est désormais classique : l'anti-gauchisme. Les